

La campagne de « rectification du style de travail » du P.C. chinois inaugurée en Chine en mai dernier tourne de plus en plus en campagne de dénonciation des éléments « droitiers ».

Initialement la campagne était destinée à donner une suite pratique aux recommandations contenues dans le fameux discours de Mao Tsé Toung de février 1957, se référant aux « contradictions entre le peuple et sa direction ». Mao conseillait de traiter ces contradictions non par la violence et la répression mais par la persuasion, à travers l'éducation.

Le discours de février, tel qu'il fut interprété jusqu'en mai par les organes du PC chinois et ses porte-parole contenait le message d'une plus grande libéralisation du régime et la promesse de remédier aux excès de l'arbitraire bureaucratique. Dans la première phase de la campagne, le « peuple » fut invité à parler « franc », sans crainte. Dans les innombrables meetings qui furent tenus à cette occasion à travers la Chine, et dans la presse, de virulentes critiques furent prononcées contre le régime politique du pays basé sur le monopole politique du PC chinois, son omnipotence et son arbitraire bureaucratiques.

Dans ces critiques il y eut incontestablement à la fois expression du mécontentement des paysans et des ouvriers ainsi que des intellectuels et des éléments toujours puissants de la bourgeoisie. Les critiques venaient confusément aussi bien de la gauche que de la droite.

La direction du parti, au moins une tendance de celle-ci, fut manifestement choquée sinon effrayée par l'ampleur de ces critiques, dirigées essentiellement toutes contre la manière de procéder du Parti communiste. Elle réagit aussitôt en rectifiant encore une fois le tir, faisant dévier la campagne de « libéralisation » en une dénonciation furieuse des « droitiers ».

Sous cette dénomination sont dénoncés intellectuels, journalistes et politiciens, même certains membres du PC qui ont osé critiquer le régime politique. On qualifie maintenant ces éléments de représentants d'une bourgeoisie toujours récalcitrante au « socialisme ». Les dirigeants du Parti, techniciens de la « démocratie nouvelle » crient au plus fort que la Chine est une dictature du prolétariat, « la bourgeoisie nationale » s'étant avérée « incapable de renverser la domination impérialiste en Chine »! (Rapport de Lou Ting Yi dans le Quotidien du Peuple du 17-8-1957).

Les éléments bourgeois qui ont cru à la soi-disant « voie du milieu » entre le capitalisme et la dictature du prolétariat « se trompent »! Cette voie n'existe pas!

Outre son caractère « idéologique » visant « à éduquer » dans l'esprit du « socialisme » ces éléments victimes d'illusions genre « démocratie nouvelle », la campagne dans sa phase actuelle cherche incontestablement à procéder à une épuration à froid de l'appareil administratif. De ce fait elle rattrape le retard apporté dans l'approfondissement de la révolution prolétarienne en Chine, justement par les théories et pratiques de la « troisième voie », qu'avait préconisée alors la direction chinoise elle-même.

Il s'agit donc d'une nouvelle phase de la lutte des classes mais qui ne s'accompagne pas cette fois de mesures de répression physique. Mais en même temps la campagne vise à détourner le mécontentement des paysans et des ouvriers du régime et du parti et à le fixer sur les « droitiers ». D'autant plus que de grandes difficultés économiques et sociales attendent la direction.

On se demande cependant si cette rectification de la « rectification » est l'œuvre d'une direction unanime qui aurait tendu dans ce cas consciemment une sorte de piège au « peuple », ou s'il s'agit d'un renforcement — par suite de l'ampleur prises par les critiques et les attaques — d'une tendance au sein de la direction hostile par principe à la « libéralisation ».

On a remarqué en effet que le texte publié du rapport de Mao ne cadre pas avec les échos donnés de son discours oral. On a remarqué également des propos divergents tenus par les différents dirigeants, certains mettant l'accent sur la lutte exclusive contre les « droitiers », d'autres insistant sur la nécessité de poursuivre la politique des « cent fleurs », et écoles, de la longue coexistence et de contrôle réciproque entre le PC et les partis démocratiques », etc. (Ko-Ching-Shih dans le Quotidien du Peuple du 27 août).

Les observateurs à Hong Kong qui n'ont pas manqué de remarquer ces contradictions, font état des bruits selon lesquels une tendance « libérale » Mao Tsé Toung-Chou En Lai est actuellement en difficultés avec une tendance plus « dure », dirigée par Liou Chao Chi et Peng Chen.

La grève de Lodz

La grève des tramways de Lodz a révélé le malaise ouvrier qui persiste en Pologne. La direction Gomulka, effrayée de voir cette grève s'étendre rapidement dans le pays, a utilisé à son égard des menaces et des concessions. Gomulka lui-même a dû parler à la fois de revendications justifiées qui ont motivé la grève et l'immixtion d'éléments « troubles », irresponsables », « anarchiques », qu'il a menacés.

Mais la commission gouvernementale qui a enquêté ensuite sur les raisons de la grève a conclu sur son caractère fondamentalement justifié, en en rendant responsable la direction de l'entreprise. Dans une deuxième étape de l'enquête, la faute fut incriminée également au « Conseil ouvrier » de l'entreprise qui a agi par favoritisme, etc.

Est-ce là une manière de discréditer un peu les « Conseils ouvriers »? Il est vrai que la manière dont ils fonctionnent et la limite de leurs attributions les rendent susceptibles de succomber rapidement à la bureaucratization, de devenir, comme les syndicats, des auxiliaires de la direction et de l'administration. Mais à qui la faute principale? A qui d'autre qu'à la direction Gomulka qui se refuse toujours à procéder à la reconstruction d'un État soviétique, de la base au sommet, appuyé sur les Conseils ouvriers démocratiques?

Le malaise de la classe ouvrière polonaise tient naturellement pour beaucoup à ses conditions économiques pénibles, à ses salaires toujours très bas, à la crise effrayante du logement. Mais elle tient également à un sentiment de frustration à nouveau grandissant. Verra-t-elle, après tant d'efforts et d'espoirs, la victoire d'octobre lui échapper?

Rendre le contrôle et la gestion de l'État et de l'économie aux ouvriers reste toujours la tâche principale de la révolution politique à parachèvement en Pologne, et le principal moyen d'associer productivement le prolétariat à l'œuvre de redressement du pays, ainsi que pour qu'il supporte encore des sacrifices nécessaires.

Au moment où paraîtra ce numéro, Gomulka se rendra en Yougoslavie. Nous nous garderons bien de nous livrer à des conjectures sur ce que Tito et Gomulka pourront discuter et surtout sur ce qu'ils déclareront publiquement. L'intérêt de leur rencontre tient au fait qu'il s'agit des dirigeants des Partis et États de l'Europe orientale qui ont combattu la tutelle du Kremlin, sans d'ailleurs abandonner pour cela le caractère essentiellement bureaucratique de la direction du Parti et de l'État. Une telle rencontre n'a d'ailleurs pu se produire, sans soulever d'obstacles de Moscou, qu'à la suite de diverses évolutions: au Kremlin, les vieux « staliens » se sont trouvés éliminés; à Varsovie, Gomulka a montré clairement qu'il n'entendait pas faire de faux pas dans ses rapports avec Moscou, et Tito a évolué sur la question hongroise vers un soutien à Kadar. Tenant compte de ces remarques, cette rencontre témoigne du changement des rapports de Moscou avec les « démocraties populaires » européennes. Il n'y a pas de rapports entre égaux, mais du chemin a été parcouru depuis les rapports de subordination du temps de Staline et qui avaient entraîné la rupture avec la Yougoslavie.

Le livre de Djilas

Nous n'avons pas encore obtenu le livre de Djilas « La classe nouvelle » et n'avons à notre disposition, pour le moment, que les extraits publiés dans la presse. D'après ceux-ci il apparaît que Djilas reprend, sans apporter d'arguments nouveaux, la thèse éculée que la bureaucratie est une classe. Ceux qui l'avaient formulée jadis l'avaient fait dans une période de renforcement du régime bureaucratique; Djilas la défend au moment où les événements montrent que la bureaucratie qui a connu son ascension politique dans la pauvreté économique et le reflux de la révolution, perd du terrain quand ces conditions ont disparu.

La bourgeoisie cherche bien entendu à exploiter ce livre pour défendre son régime. C'est une bien pauvre arme, qui témoigne surtout du désarroi intellectuel, de la décomposition idéologique d'un homme qui, après avoir jadis, quand il le servait, identifié le stalinisme avec le marxisme, se montre intellectuellement incapable de les dissocier. Parmi les causes de cette dégringolade de Djilas, il faut entre autre dénoncer le régime auquel l'ont soumis ses anciens camarades de la direction du PC yougoslave. Bien que les forces hostiles à la nouvelle société soient encore fortes en Yougoslavie, rien ne permet de dire que les articles de Djilas allaient servir à les rassembler et à leur donner le signal de l'assaut. Le régime nouveau trouvera des forces avant tout dans une attitude démocratique au sein du mouvement ouvrier; l'emprisonnement de Djilas pour ses opinions, loin de réprimer le développement d'idées confuses et réactionnaires, contribuera à semer la confusion et la désorientation parmi des militants qui ne veulent plus accepter les vieilles méthodes de direction bureaucratique.